

Commentaire de "**Dynamics of the Mixed Economy. Toward a Theory of Interventionism**" de Sanford Ikeda¹.

Abel FRANCOIS*

L'ouvrage de Sanford Ikeda appartient aux rares tentatives d'application de la problématique autrichienne au champ de l'économie publique. Il s'agit pour son auteur d'utiliser l'analyse en terme de processus de coordination et d'évolution des ordres spontanés, afin de construire un modèle de l'intervention et une théorie de l'économie mixte; celle-ci étant définie comme un arrangement historique et fluctuant entre les catégories polaires du capitalisme de laissez-faire et du collectivisme intégral.

L'auteur s'attache ainsi à un thème central et récurrent de l'école des choix publics: l'accroissement de l'intervention publique et les cycles politiques. Il ne cherche pas pour autant à opposer cette dernière école et la tradition autrichienne, malgré une hypothèse étonnante sur leur opposition concernant la motivation des décideurs publics², hypothèse *in fine* levée. Au contraire, il s'essaie à une synthèse des deux courants.

Après la présentation des principaux points de l'analyse de S.Ikeda, je procéderai à une critique formelle puis plus substantielle de cet essai, qui essaiera de montrer en quoi la démarche de l'auteur n'apparaît pas totalement achevée.

L'économie mixte est un ordre spontané.

Le point de départ de S.Ikeda est un constat paradoxal, qu'il nomme le "*Misesian Paradox of Interventionism*". D'après L.Mises, l'intervention politique dans la sphère de l'échange est intrinsèquement instable par son opposition à la logique économique et son caractère contradictoire (*self-defeating*). Elle doit nécessairement déboucher sur un contrôle étatique total des moyens de production et de distribution. Il n'existe pas de voie médiane entre capitalisme et socialisme. Or l'économie mixte, c'est-à-dire la présence plus ou moins grande de la décision publique sur la sphère catallactique, est un système économique largement répandu dans le temps et l'espace, et fait preuve d'une stabilité importante. Si ce système reste le même, c'est son degré d'application qui fluctue. La théorie construite cherche à répondre à ce paradoxe.

L'objectif est alors de construire une théorie de l'intervention répondant à trois critères, qui lui servent également de grille d'évaluation des analyses alternatives. Premièrement, elle doit combiner les dynamiques de transferts et de réglementations dans un modèle unique sans l'hypothèse d'une volonté de redistribution. Deuxièmement, elle se doit d'expliquer à la fois l'expansion et la contraction des frontières de l'intervention. Enfin dernier critère, la dynamique explicitée doit avoir des causes endogènes au modèle, et ne pas faire appel à des facteurs externes.

Pour se faire, Ikeda cherche à introduire la problématique autrichienne dans l'économie publique par l'utilisation des travaux de F.Hayek. Deux questions sont ainsi posées à la coordination

*: Laboratoire d'Economie Publique (LAEP) Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Maison des Sciences Economiques 106/112 Bd de l'Hôpital 75 647 Paris Cedex 13. T: 01.44.07.81.01, E: abel@univ-paris1.fr

¹Référence complétée: **Ikeda** Sanford [1997], *Dynamics of the Mixed Economy. Toward a Theory of Interventionism.*, London and New York: Routledge.

² Il est d'ailleurs curieux qu'avec ce critère de distinction l'école autrichienne considère les hommes politiques comme mus par la recherche de l'intérêt général, tandis que le public choice (version Virginia) comme mus par leur intérêt particulier.

des actions publiques: la connaissance dispersée et l'ignorance radicale, ce qui induit l'existence d'effets involontaires et *a priori* inconnus à l'action individuelle politique.

La coordination des plans individuels est ainsi étendue à l'ensemble des activités, tant politiques qu'économiques. Il en résulte que le "processus interventionniste est un ordre spontané, soutenu et mis en mouvement par les ajustements non anticipés des entrepreneurs et des décideurs publics, sur le marché et dans les processus politiques (*governmental processes*), qui sont les réponses déstabilisantes et involontaires à la politique publique mise en œuvre en présence d'une connaissance dispersée et d'une ignorance radicale."

Le processus est cyclique, puisqu'instable: une intervention (réciproquement une dérégulation) a des effets involontaires et inconnus, du fait de réponses internes au processus politique et externes par l'activité entrepreneuriale économique; effets, qui à leur tour appellent une nouvelle intervention (dérégulation) ayant des conséquences involontaires et inattendues, etc. La phase d'expansion trouve son origine dans une série de micro-crisis et de macro-crisis de faible niveau dans la catallaxie, chacune étendant le champ de l'intervention publique. Le point de retournement du cycle correspond à une macro-crise majeure, moment où les décideurs publics doivent choisir entre suivre le chemin du collectivisme ou celui du capitalisme. La phase de contraction suit immédiatement ce point de retournement vers le capitalisme. Les choix individuels et politiques sont par ailleurs accompagnés par des mécanismes de renforcement idéologique de ces choix.

Le paradoxe de Mises semble ainsi résolu, puisque la tendance au collectivisme est théoriquement intact, l'interventionnisme mène toujours à l'étatisation des moyens de production, mais des retournements de cette tendance sont possibles, expliquant la survivance et la stabilité du système de l'économie mixte.

Deux critiques au modèle.

Si la volonté d'application des thèmes centraux de l'école autrichienne à l'expansion de l'intervention apparaît comme légitime et fort intéressante, le résultat obtenu par S.Ikeda apparaît pour autant décevant. Cette déception réside autant dans la forme du résultat que dans la construction de l'ensemble, qui souffre de deux limites principales.

Tout d'abord et rapidement, l'ouvrage souffre d'une quantité non négligeable de défauts formels. La construction manque de pertinence (huit parties). Le cœur de la démonstration, tout l'intérêt du livre, vient seulement après trois longs chapitres de présentation et de critique des théories alternatives, des systèmes politico-économiques existants, ainsi que des théories autrichiennes utilisées par la suite. Il résulte de cette structure des renvois très fréquents à des parties ou chapitres ultérieurs de l'ouvrage, nuisant à la démonstration et à la cohésion de l'ensemble.

De même, à l'intérieure de chaque partie, il existe un nombre important de redites, de reformulations sans apports supplémentaires. L'auteur répète un certain nombre de fois la même idée, sans apporter une vision nouvelle sur le thème traité.

Par ailleurs, on peut s'étonner de l'absence totale de toute donnée statistique et de quantification dans un ouvrage, qui s'attache à démontrer l'existence de cycles. Surtout quand ces démonstrations reposent beaucoup sur des exemples.

Ensuite, et d'une manière moins formelle, deux critiques principales peuvent être faites au modèle proposé par S.Ikeda. En premier lieu, l'absence d'une définition claire et pratique de la sphère politique. Il existe une confusion dans le modèle entre d'une part le processus interventionniste, comme mode d'attribution politique des ressources, et d'autre part l'économie mixte, en tant que résultat de ce processus à la fois sur la sphère privée et le marché politique.

Conséquemment à cette absence de définition claire de l'action politique, l'offre politique est elle-même fortement homogénéisée: processus parlementaire, exécutif, bureaucratique, local et national, etc. sont ainsi noyés dans une catégorie unique. Elle apparaît comme un bloc uni, prenant les attributs et caractéristiques de l'une ou l'autre de ses composants selon les besoins de l'analyse. Ceci

pousse l'auteur à considérer toute intervention comme une planification, et à assimiler les difficultés de l'action publique aux problèmes du collectivisme. Or l'école du *public choice* et aujourd'hui la *constitutional political economy* ont montré que l'action politique était elle-même d'une incroyable diversité et complexité, dont les éléments doivent être distingués.

En second lieu, tout le débat actuel sur un critère normatif autrichien pour juger de la coordination est écarté. Il n'est jamais clairement spécifié si l'analyse s'attache à une description exclusive de la sphère publique ou de l'ordre créé par l'intervention publique mélangeant à la fois secteur public et champ de la catallaxie. Ainsi par moment, la coordination s'applique à l'ensemble de l'économie mixte en tant que système, et à d'autres elle s'applique uniquement au processus politique, devenant par là même partielle. Peut-on parler de coordination dans la sphère de production des règles de droit ? Le processus politique peut-il mené à un ordre spontané ?

L'essai de S.Ikeda représente en définitive, comme lui même l'écrit, un "*pas vers* la création d'un modèle théorique de l'interventionnisme, à l'intérieur duquel des recherches historiques futures pourront être réalisées." En effet, malgré une exigence méthodologique importante (ses trois critères pour la construction d'une telle théorie restent pertinents), un ensemble d'intuitions très intéressantes à creuser et une ambition conséquente, l'ouvrage souffre de trop de défauts. L'objectif affichait par l'auteur n'est alors pas atteint, parce que ses idées et démonstration n'ont pas assez de maturation, dans le sens où l'ouvrage apparaît comme trop précoce pour la construction de ce programme de recherche.

Un ouvrage plus court et concis, aurait eu plus d'impact pour l'élaboration d'un véritable programme de recherche sur l'application de la problématique autrichienne de la coordination au marché politique et aux activités publiques. Démarche, qui demande en amont une interrogation sur le contenu de la méthode ; à savoir si la question de la coordination, considérée globalement, à un niveau sociétal, peut d'une part s'appliquer à un marché restreint et d'autre part à un marché aussi spécifique que le marché politique.